



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 40 (2026)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : la visite d'Anwar Ibrahim en Chine débouche sur 6,8 Md USD d'investissements annoncés, notamment dans l'IA, les semi-conducteurs et la robotique
- ❖ Vietnam : la BAD relève à 7,8 % sa prévision de croissance pour 2026, après une progression du PIB de 8,2 % au premier semestre
- ❖ Singapour : Temasek annonce l'ouverture de ses premiers bureaux au Moyen-Orient, à Riyad et Abou Dhabi, au premier semestre 2027

LE CHIFFRE À RETENIR

**7,8 Md
USD**

Investissement de
VSMC à Singapour
dans une nouvelle
usine de semi-
conducteurs

Région

Le boom de l'IA accentue les divergences économiques au sein de l'ASEAN

La forte demande mondiale liée à l'intelligence artificielle soutient la croissance en Asie du Sud-Est, mais avec des effets très contrastés selon les économies, selon HSBC. Singapour et la Malaisie figurent parmi les principaux bénéficiaires du cycle technologique : les exportations électroniques singapouriennes ont plus que doublé en glissement annuel en juillet, tandis que la dynamique des exportations électroniques malaisiennes a atteint +60 %. La Thaïlande connaît à l'inverse un « déficit IA » : l'essor des data centers a porté l'investissement privé à +16 %, mais provoque d'importantes importations d'équipements, contribuant à porter le déficit courant à 12 % du PIB au T2. Le Vietnam, dont les exportations ont progressé de plus de 20 % sur les huit premiers mois, conserve quant à lui la croissance la plus élevée de l'ASEAN, à 8,4 % au T2.

Indonésie

Déficit de l'assurance santé : le gouvernement indonésien prévoit une injection de 1,12 Md USD dans l'organisme de sécurité sociale indonésien (BPJS Kesehatan)

Le gouvernement indonésien prévoit d'injecter 20 000 Mds IDR (1,12 Md USD) dans BPJS Kesehatan, l'organisme de sécurité sociale indonésien, en deux versements prévus en octobre et novembre 2026. Cette enveloppe vise à renforcer le budget du programme de sécurité social Jaminan Kesehatan Nasional (JKN) et à assurer la continuité du paiement des prestations de santé. À la fin septembre, les cotisations collectées par BPJS Kesehatan atteignaient 118 000 Mds IDR (6,6 Mds USD), contre 132 000 Mds IDR (7,4 Mds USD) de prestations versées, soit un déficit de trésorerie 14 000 Mds IDR (0,8 Md USD). Ce déséquilibre résulte notamment de la hausse du recours aux soins, en particulier pour les pathologies lourdes, ainsi que de l'inflation médicale, alors que les cotisations n'ont pas été révisées depuis environ six ans. Le JKN comptait 284,5 millions d'adhérents en septembre, dont 52 millions étaient inactifs faute de paiement des cotisations. L'État prend par ailleurs en charge les cotisations de 96,8 millions de bénéficiaires à faibles revenus ou vulnérables. Selon les observateurs, l'injection constitue principalement une mesure de court terme, le financement du JKN demeurant confronté à un déséquilibre structurel entre cotisations et dépenses.

Danantara et Thales signent un protocole d'accord visant à explorer des investissements dans l'intelligence artificielle (IA), la défense et la cybersécurité

Le fonds souverain indonésien Danantara et le groupe français Thales ont annoncé, par communiqué conjoint publié le 24 septembre 2026, la signature d'un protocole d'accord (MoU) visant à explorer des opportunités d'investissement et de partenariat dans l'intelligence artificielle (IA), les systèmes de défense, les technologies numériques et la cybersécurité, quatre secteurs jugés stratégiques pour la compétitivité et la résilience nationale de l'Indonésie. Ce cadre initial, dont aucun montant n'a été communiqué à ce stade, porte sur le développement potentiel d'installations de fabrication, de maintenance et de service de technologies de défense, de systèmes de sûreté aéroportuaire, d'applications d'IA, de centres d'opérations de cybersécurité et de technologies post-quantiques. Les entreprises publiques rattachées à Danantara pourraient y être associées. Pour rappel, Thales est présent en Indonésie depuis près de cinquante ans, principalement dans les secteurs de la défense, de l'aéronautique, de la cybersécurité et du spatial.

La bourse indonésienne abaisse son prix plancher de 50 à 1 IDR, dans un marché en net recul

Le 28 septembre 2026, la bourse indonésienne (IDX) a ramené de 50 IDR (0,003 USD) à 1 IDR le prix minimum d'une action. Ce plancher bloquait des titres à 50 IDR, faute d'acheteurs face aux ordres de vente accumulés, et faussait la formation des prix. Dès l'ouverture, ces titres, dont ceux du géant de la tech GoTo Gojek Tokopedia, des promoteurs immobiliers Lippo Karawaci, Repower Asia Indonesia et du producteur de riz Buyung Poetra Sembada, ont atteint la limite de baisse automatique, seuil au-delà duquel les ordres de vente sont rejetés pour la séance. L'indice a ainsi cédé 1,5 % le 28 septembre et 3,1 % sur la semaine, avec des ventes nettes étrangères d'environ 175 M USD, un repli accentué par la hausse des prix du pétrole et l'affaiblissement de la roupie (IDR). Seuls 69 des 963 titres cotés étant concernés, l'effet de la mesure sur l'indice, dominé par les grandes capitalisations, demeure toutefois limité. Les analystes anticipent par ailleurs une volatilité accrue à court terme, mais une meilleure formation des prix à long terme. Pour rappel, l'IDX Composite, indice de référence de la bourse indonésienne, est le moins performant d'Asie depuis le début de l'année (- 31 % depuis début 2026), notamment après l'avertissement du fournisseur d'indices MSCI quant à la faible transparence du marché.

Le Parlement indonésien adopte le budget 2027, avec un objectif de croissance fixé à 6 %

Ce 29 septembre, le Parlement indonésien a adopté le budget de l'État pour l'année 2027. Celui-ci vise une cible de croissance ambitieuse de 6 % en 2027, soit le niveau le plus élevé depuis 2012, contre une hypothèse de 5,4 % dans le budget 2026. Les dépenses publiques devraient atteindre 4 106 300 Mds IDR (229,1 Mds USD), contre 3 435 100 Mds IDR (191,7 Mds USD) de recettes, soit un déficit atteignant 671 200 Mds IDR (37,5 Mds USD), soit 2,4 % du PIB, contre 2,85 % projetés en 2026. Les transferts aux collectivités s'élèveront à 735 000 Mds IDR (41,0 Mds USD, +5,5 % en g.a.) et les subventions énergétiques à 261 500 Mds IDR (14,8 Mds USD), en hausse par rapport à 2026 (+24,5 %). Les crédits alloués au ministère de la Défense ont par ailleurs été reconduits (189 000 Mds IDR, soit 10,6 Mds USD, +1 % par rapport à l'exercice précédent), tandis que le budget du programme de repas gratuits (MBG) a été revu à la baisse (240 200 Mds IDR, soit une baisse de 10,4 %). Les priorités du gouvernement s'articulent autour du renforcement du capital humain (éducation, santé, protection sociale) et des infrastructures sociales (centres de santé communautaires, notamment), tout en favorisant la hausse des recettes fiscales grâce à l'élargissement de l'assiette et la poursuite du déploiement de Coretax, la plateforme numérique de l'administration fiscale. Le budget 2027 s'appuie, par ailleurs, sur des hypothèses relativement ambitieuses : un taux de change moyen de 17 500 IDR/USD, alors que les pressions sur la roupie se poursuivent (elle a brièvement franchi 18 000 IDR/USD le 29 septembre et accuse une baisse de 6,9 % depuis le début de l'année), une inflation de 2,5 %, un rendement des obligations d'État à dix ans de 6,9 % et un prix du pétrole brut de 75 USD/baril (un

niveau inférieur aux récents prix du Brent, alors situés au-dessus des 100 USD).

Malaisie

La Malaisie aurait sécurisé 6,8 Md USD d'investissements chinois

Lors de sa visite en Chine (22-24 septembre), le Premier ministre Anwar Ibrahim a plaidé pour un approfondissement de la coopération bilatérale dans la formation professionnelle, la montée en compétences, les semiconducteurs, l'IA, la mobilité électrique, les biotechnologies et les dispositifs médicaux de pointe. A cette occasion, le groupe de robotique AgiBot a annoncé un potentiel investissement de 245 M USD et la création de 5 000 emplois, tandis que l'équipementier en télécommunications ZTE a annoncé 41,7 M USD dans la transformation numérique malaisienne. Le Premier ministre s'est également entretenu avec Geely Automobile, Huawei et Alibaba, notamment sur l'accès au marché chinois pour les PME malaisiennes. Les discussions avec le Premier ministre chinois Li Qiang ont porté sur le développement de l'ECRL (East Coast Rail Link), dont l'extension de Kota Bharu à Rantau Panjang a fait l'objet d'un accord de principe. Un MoU entre ministères des transports a été signé pour formaliser cette coopération et l'étendre aux domaines de la mobilité écologique et des infrastructures bas-carbone. Au total, cette visite a permis de « sécuriser 6,8 Md USD d'investissements » selon le Premier ministre et 2 Md USD d'exportations vers la Chine sur trois ans. La Chine conforte ainsi son statut de premier partenaire commercial depuis 17 ans, avec 113,8 Md USD d'échanges entre janvier et août 2026.

S&P maintient la note souveraine de la Malaisie à A- (perspective stable)

L'agence de notation S&P souligne la flexibilité monétaire et la solidité de la position extérieure malaisienne, portées par un large socle d'exportations et des excédents courants au premier semestre. Moody's et Fitch attribuent respectivement la note de A3 et BBB+, maintenant également le pays en catégorie d'investissements avec des perspectives stables. Sur le plan des finances publiques, S&P salue la consolidation budgétaire en cours : le déficit, ramené de 6,4 % en 2021 à 3,7 % du PIB en 2025, devrait encore se réduire à 3,1 % du PIB en 2026. En revanche, la dette publique de l'Etat fédéral, qui s'établit à 65,3 % du PIB en 2025, devrait augmenter à 65,8 %, notamment en raison du service de la dette qui a augmenté de 41 % depuis 2021 pour absorber près de 17 % des recettes de l'Etat. Autre charge grevant le budget, la facture des subventions aux carburants pour l'année 2026 est désormais estimée à 9,7 Md USD, soit près du triple de l'enveloppe initiale (3,6 Md USD). Si les revenus pétroliers viennent partiellement amortir ce surcoût, la marge de manœuvre est étroite pour atteindre les cibles de déficit à 3 % du PIB et de dette publique à 60 % du PIB d'ici 2028, conformément au *Fiscal Responsibility Act 2023*.

Air France et Malaysia Airlines étendent leur partenariat technique aux Airbus A350

Air France Industries KLM Engineering & Maintenance (AFI KLM E&M) a conclu un nouvel accord à long terme avec Malaysia Airlines portant sur le support complet des équipements et composants de sa flotte d'Airbus A350. Ce contrat vient prolonger une collaboration déjà existante, l'entité franco-néerlandaise assurant actuellement le support technique des Boeing 737 de la compagnie malaisienne. Ce partenariat vise à sécuriser la disponibilité et les performances opérationnelles de ces appareils de nouvelle génération. Pour ce faire, AFI KLM E&M a indiqué vouloir mettre à profit son expérience d'opérateur direct de l'A350 via AirFrance, combinée à son savoir-faire de fournisseur mondial de services de maintenances (MRO).

Singapour

Singapour appelle à une convention des Nations unies sur la sécurité de l'intelligence artificielle

Le ministre des Affaires étrangères de Singapour, Vivian Balakrishnan, a appelé les États à envisager une convention des Nations unies sur les garde-fous encadrant l'intelligence artificielle (IA). Estimant que les rivalités géopolitiques et les pressions commerciales rendent irréaliste un arrêt du développement de cette technologie, il plaide pour des normes communes de sécurité et une supervision humaine, face notamment aux risques sécuritaires et aux perturbations potentielles de l'emploi.

La production industrielle accélère en août, en deçà des attentes

Selon l'Economic Development Board, la production industrielle de Singapour a progressé de 15,4 % sur un an en août 2026, après +6,9 % en juillet, sans atteindre les +18,3 % anticipés par le consensus Bloomberg. Cette croissance est portée par l'électronique et la mécanique de précision, tandis que la chimie est le seul secteur en recul sur un an. Hors industrie biomédicale, la hausse atteint 17 %, contre 8,2 % en juillet. En données corrigées des variations saisonnières, la production diminue toutefois de 0,5 % sur un mois, après +2,3 % en juillet, mais augmente de 5,8 % hors biomédical.

Singapour renforce son industrie des semi-conducteurs, portée par l'essor de l'IA

Le 28 septembre, VSMC, coentreprise du taïwanais Vanguard et du néerlandais NXP, a inauguré à Singapour une usine représentant un investissement de 7,8 Md USD et envisage un second site. La cité-État, qui produit 10 % des semi-conducteurs mondiaux et 20 % des équipements nécessaires à leur fabrication, a attiré plus de 23,5 Md USD d'investissements dans le secteur entre 2022 et 2025. Cette industrie représente près de 7 % du PIB et bénéficie de la demande liée à l'intelligence artificielle. Son expansion reste toutefois freinée par les coûts élevés, les pénuries de main-d'œuvre et le manque de

foncier, auxquels s'ajoutent les tensions commerciales sino-américaines.

Temasek prévoit d'ouvrir ses premiers bureaux au Moyen-Orient en 2027

Le 30 septembre, la société d'investissement singapourienne Temasek a annoncé son intention d'ouvrir des bureaux à Riyad et à Abou Dhabi au premier semestre 2027, sous réserve des autorisations réglementaires. Ces implantations, qui pourraient également accueillir certaines entreprises de son portefeuille, visent à renforcer ses partenariats et ses investissements au Moyen-Orient, tout en facilitant l'accès aux marchés d'Asie centrale et d'Afrique. Temasek entend aussi intensifier ses échanges avec les institutions qatariennes. Ces ouvertures porteraient son réseau mondial à 15 bureaux dans 11 pays, contre 13 bureaux dans 9 pays actuellement.

Vietnam

Les perspectives de croissance du Vietnam continuent de se renforcer

Dans son rapport Asian Development Outlook publié le 23 septembre, la Banque asiatique de développement (ADB) a relevé ses prévisions de croissance du PIB vietnamien à 7,8 % en 2026 et 7,6 % en 2027, contre respectivement 7,2 % et 7 % dans ses prévisions de juillet. Cette révision à la hausse s'appuie notamment sur la solide performance de l'économie vietnamienne, dont la croissance a atteint 8,2 % au premier semestre 2026. La production manufacturière, la consommation intérieure, les investissements directs étrangers (IDE) et l'investissement public devraient continuer à constituer les principaux moteurs de l'activité. L'ADB prévoit par ailleurs une inflation de 4,3 % en 2026, puis de 4 % en 2027, tout en soulignant plusieurs risques susceptibles de peser sur l'économie, notamment ceux liés au crédit, aux importations et aux incertitudes entourant le commerce international. De son côté, Standard Chartered Bank anticipe une forte accélération de l'activité au troisième trimestre 2026. La banque prévoit une croissance de 8,7 % du PIB sur cette période, ainsi qu'une accélération des importations (plus rapide que les exportations) et des exportations de respectivement 40 % et 27,2 %. Pour le second semestre, Standard Chartered table sur une croissance de 10,6 % et maintient sa prévision de croissance annuelle à 9,5 %. La banque prévoit notamment une progression de 13,2 % de la production industrielle et de 27,2 % des exportations en septembre, tandis que l'inflation devrait atteindre 4,5 % sur le mois. Les deux institutions soulignent toutefois la nécessité du pays de préserver la stabilité macroéconomique et de rester attentif aux risques liés à l'environnement extérieur, notamment aux incertitudes commerciales, à l'augmentation des importations et aux conditions de crédit.

Le Vietnam devrait sortir de la liste noire de l'UE en matière fiscale

Le Vietnam devrait être retiré de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives lors de la prochaine réunion des ministres européens des Finances (ECOFIN), prévue le 9 octobre à Luxembourg, selon Bloomberg. Le pays repasserait sur la « liste grise », qui regroupe les juridictions ayant pris des engagements en vue de se conformer aux standards internationaux en matière fiscale. Le Vietnam, sur la liste grise depuis 2024, avait été inscrit sur la liste noire de l'Union européenne en février 2026, après une évaluation du Forum mondial de l'OCDE en raison d'un manque de conformité sur l'échange de renseignements fiscaux. Le passage de la liste noire à la liste grise marque la reconnaissance des efforts des autorités vietnamiennes pour se mettre au niveau des standards internationaux. En effet, le Vietnam s'est engagé dans un vaste plan de réformes fiscales visant l'impôt sur les revenus et les sociétés et la transparence fiscale dans le but de sécuriser les investisseurs étrangers. Pour les entreprises et les investisseurs, la sortie de la liste noire pourrait diminuer les coûts de conformité lors de transactions entre le Vietnam et l'Union européennes.

Les banques vietnamiennes accélèrent leur distribution de prêts

Le crédit bancaire continue de progresser rapidement au Vietnam. Selon les dernières données de la Banque d'État du Vietnam (SBV), les encours de crédit ont augmenté de 10,2 % au cours des huit premiers mois de 2026, pour atteindre environ 776,5 Md USD. Cette progression représente déjà près de 68 % de l'objectif annuel de 15 % fixé par la SBV pour 2026. Plusieurs établissements ont déjà presque atteint leur quota de croissance du crédit fixé pour l'année. VPBank affiche notamment une progression de 23,2 %, devant HDBank (+21,8 %) et MB (+13,2 %). Environ 77,3 % des crédits sont destinés à la production et aux activités commerciales. Cette dynamique s'accompagne toutefois d'un écart avec les dépôts bancaires, qui n'ont progressé que de 5,5 %. La poursuite de l'expansion du crédit dépendra donc notamment de l'attribution de quotas supplémentaires par la SBV et de la capacité des banques à mobiliser de nouvelles ressources. La banque centrale maintient parallèlement une approche prudente afin de préserver la stabilité macroéconomique et de contenir les risques liés notamment au marché immobilier.

Le Vietnam gagne sept places dans l'indice de développement du tourisme 2026 du Forum économique mondial

Le Vietnam se classe 52e sur 110 économies dans l'indice de développement du tourisme et des voyages (TTDI) 2026 du Forum économique mondial, soit un gain de sept places par rapport à 2024. Cet indice ne mesure ni la fréquentation ni les recettes, mais les conditions permettant d'attirer et d'accueillir durablement des visiteurs. Le score vietnamien progresse de 6,3 % par rapport à 2024.

Il s'agit de la deuxième plus forte progression mondiale, derrière l'Albanie (+7,0 %), et elle est nettement supérieure à la moyenne des 110 économies (+2,1 %). Depuis 2019, le pays a gagné dix places et son score a progressé de 8,4 %. En Asie du Sud-Est, le Vietnam se place en cinquième position, derrière Singapour (13e), l'Indonésie (23e), la Malaisie (26e) et la Thaïlande (38e). Selon le rapport, la hausse générale des scores au niveau mondial reflète le renforcement des ressources culturelles, des infrastructures touristiques et de la connectivité aérienne. L'Asie-Pacifique est la région qui progresse le plus (+3,6 %), en raison d'une reprise post-pandémique plus tardive.

Thaïlande

Le fabricant de semi-conducteurs allemand Infineon Technologies investit 1,4 Md USD en Thaïlande

Le 1^{er} octobre 2026, le fabricant allemand Infineon Technologies a ouvert un site de production *backend*, où les puces sont transformées en semi-conducteurs finis et testés, à Samut Prakan, près de Bangkok, en présence du Premier ministre thaïlandais Anutin. L'investissement initial est de 114 M EUR selon Infineon. Le *Board of Investment* thaïlandais a indiqué que la valeur totale du projet serait de 1,4 Md USD. Le premier module du site compte une surface de salles blanches de 30 000 m² (des environnements contrôlés nécessaires à la fabrication de semi-conducteurs). Conçu pour être étendu jusqu'à cinq modules, le site pourrait compter une surface de salles blanches de 150 000 m². Selon Infineon, cet « investissement stratégique de long terme » permet d'offrir un double approvisionnement à ses clients, en complément de son usine malaisienne.

Coût économique des inondations estimé entre 300 et 360 M USD

L'Université de la Chambre de commerce thaïlandaise (UTCC) estime à 12,3 Md THB (360 M USD) les pertes économiques liées aux inondations du 25 au 29 septembre 2026. Elles touchent Bangkok et 26 autres provinces, la capitale concentrerait 57 % des pertes, soit 203 M USD. En outre, de nombreux vols domestiques et internationaux ont été annulés, notamment au départ de l'aéroport Suvarnabhumi. De son côté, la Fédération des industriels thaïlandais (FTI) a estimé le coût des inondations à 300 M USD (10,0 Md THB), sur la base d'un sondage auprès de ses membres. La réponse des autorités thaïlandaises face aux inondations devrait s'appuyer sur la banque commerciale quasi-publique Krungthai et les institutions financières spécialisés (SFI), avec réduction de certaines mensualités, prêts de restructuration à taux préférentiel et prolongation des échéances.

Philippines

Le gouvernement suspend de nouveau les droits d'accise sur le GPL et le kérosène face à la hausse des cours pétroliers

Le gouvernement philippin a réintroduit fin septembre la suspension temporaire des droits d'accise sur le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le kérosène afin d'atténuer l'impact de la remontée des prix mondiaux de l'énergie. La mesure fait suite à la hausse du prix moyen du brut de Dubaï à 99,41 USD/baril entre le 13 août et le 11 septembre, au-dessus du seuil légal de 80 USD/baril déclenchant la possibilité d'un allègement fiscal. Les droits de 3 PHP/kg sur le GPL et 5 PHP/litre sur le kérosène sont suspendus pour une durée maximale de trois mois, sauf retour du brut sous le seuil prévu. Le FMI juge cette mesure ciblée appropriée, compte tenu de l'utilisation importante de ces combustibles par les ménages modestes et les zones rurales, mais déconseille une extension à l'essence bénéficiant davantage aux ménages aisés et accentuant la pression sur le déficit public. Le gouvernement estime qu'une suspension des droits sur l'essence et le diesel entraînerait environ 12 Md PHP de pertes de recettes.

MERALCO lance un appel d'offres pour sécuriser 900 MW de capacité électrique de base à partir de 2031

MERALCO, principal distributeur d'électricité des Philippines, a lancé un appel d'offres pour la fourniture de 900 MW de capacité de base, destinée à couvrir la croissance de ses besoins électriques à partir de 2031. Le calendrier prévoit le dépôt des manifestations d'intérêt avant le 15 octobre, suivi d'une conférence de pré-soumission le 6 novembre et de la remise des offres au plus tard le 9 décembre. L'appel d'offres intervient dans un contexte de progression de la demande électrique philippine et de besoins croissants en nouvelles capacités de production. Les fournisseurs retenus devront assurer une capacité disponible en permanence afin de répondre aux besoins de base du réseau, parallèlement au développement des énergies renouvelables intermittentes. Cette procédure s'inscrit ainsi dans la stratégie de MERALCO visant à sécuriser ses besoins futurs et à diversifier ses sources d'approvisionnement.

La dette publique atteint un record tandis que le gouvernement prévoit 14,2 Md USD d'emprunts au quatrième trimestre

La dette du gouvernement philippin a atteint un nouveau record de 313,1 Md USD fin août 2026 (environ 64% du PIB), en hausse de 3,5 Md USD sur un mois (+1,1 %) et de 12,2 % sur un an, sous l'effet des nouveaux financements et de la dépréciation du peso. La dette domestique représente 67,5 % du total (211,4 Md USD), contre 32,5 % pour la dette extérieure (101,7 Md USD). Le Bureau of the Treasury prévoit parallèlement de lever jusqu'à 14,2 Md USD sur le marché domestique au quatrième trimestre, soit plus du double du programme prévu un an auparavant. Ces emprunts doivent permettre de couvrir les besoins de financement budgétaire et de financer les programmes et projets du gouvernement, notamment ses dépenses d'infrastructures. Le programme comprend 7,4 Md USD de Treasury bills et 6,9 Md USD de Treasury bonds, avec des maturités allant de 91 jours à 25 ans. Le recours privilégié au marché domestique permet également de limiter l'exposition de la dette publique aux fluctuations du taux de change.

Cambodge

L'axe Phnom Penh-Paris !

À quelques semaines de la visite d'État que le président de la République effectuera au Cambodge (14-16 novembre), les relations commerciales se renforcent. Le gouvernement cambodgien a ainsi approuvé, le 14 septembre, l'ouverture à Paris d'un bureau de représentation de la Chambre de commerce du Cambodge (CCC), afin de promouvoir et renforcer le commerce bilatéral entre le Cambodge et la France. Ce sera le 7e bureau de ce type, après ceux du Japon, des États-Unis, du Canada (Montréal, Toronto) et de l'Australie (Melbourne, Sydney). Conformément aux objectifs du ministère cambodgien du Commerce (MOC), il cherchera à développer les exportations de produits agroalimentaires vers le marché européen. Une délégation participera d'ailleurs au SIAL Paris (17-21 octobre), où elle présentera des produits cambodgiens de qualité : riz parfumé, noix de cajou, mangue séchée et d'autres produits sous indication géographique (IG), comme le poivre de Kampot, le miel de Mondolkiri ou le sucre de palme. Douze entreprises exportatrices de riz haut de gamme seront présentes aux côtés du MOC, sous le pavillon de la Fédération cambodgienne du riz. Pour mémoire, les achats français de riz cambodgien, premier poste agroalimentaire, ont atteint 95,6 M€ en 2025 (+5,9 %), et les exportations cambodgiennes vers la France ont progressé de 14,8 % sur les huit premiers mois de 2026, à 351 M USD.

Les pneus gonflent les exportations cambodgiennes

Les exportations de pneumatiques ont atteint 1,5 Md USD sur les huit premiers mois de 2026, en hausse de 72 % par rapport à la même période de 2025 (870 M USD). Elles représentent désormais plus de 6 % des exportations totales du Royaume, contre à peine 3 % en 2024. Cette envolée tient à l'implantation rapide de fabricants chinois (Sailun, Wanli, Frico...), qui exploitent aujourd'hui au moins huit usines, attirés par les incitations fiscales (exonération d'impôt sur les bénéfices pouvant aller jusqu'à 9 ans) et la disponibilité d'un caoutchouc naturel de qualité. Au rythme actuel, les exportations de pneus atteindraient environ 2,2 Md USD sur l'ensemble de 2026, soit 1,7 fois le niveau de 2025. La filière est symbolique d'une double évolution positive et recherchée par le gouvernement. D'une part, on constate une diversification industrielle, créant un débouché local pour le caoutchouc. D'autre part, la consommation cambodgienne de latex progresse montrant une augmentation de la valeur ajoutée.

Deux dollars de plus, à la charge du gouvernement

Le salaire minimum mensuel des quelque 900 000 travailleurs du textile, passera à 212 USD au 1er janvier 2027. Le Conseil national tripartite avait voté le 30 septembre le maintien à 210 USD (47 voix sur 51), avant que le Premier ministre n'ajoute 2 USD, comme l'an dernier. Cette hausse est financée par l'État, soit de l'ordre de 20 M USD par an, tandis que l'indemnité temporaire de transport et de logement de 2,50 USD, instaurée en avril face à la flambée des carburants et prolongée en 2027, reste à la charge des employeurs. Ce partage tient compte des difficultés du secteur : hausse du coût du transport international, incertitude tarifaire américaine, essoufflement des exportations de vêtements (+8 % sur sept mois, contre +21 % pour l'ensemble des exportations), et concurrence régional (au Bangladesh, le salaire minimum du textile reste fixé depuis décembre 2023 à environ 102 USD). Pour les ouvriers, le gain reste mince : +1 % en nominal, face à une inflation attendue à 5,6 % en 2026 par le FMI, soit une baisse du pouvoir d'achat réel. Un arbitrage qui préserve la compétitivité-coût du premier secteur exportateur, au prix d'une demande intérieure déjà atone.

Laos

Le Laos prépare une nouvelle émission obligataire en dollars

Selon Bloomberg, le Laos envisage d'émettre une obligation à cinq ans, moins d'un an après avoir levé 300 M USD en novembre 2025, lors de son retour sur le marché international après six ans d'absence. L'émission, dont le montant n'est pas précisé, devrait être notée CCC+ par S&P et Fitch. Les fonds serviront notamment à refinancer des dettes publiques commerciales et bilatérales. Les rencontres avec les investisseurs débuteront le 5 octobre, sous l'égide de MUFG et de Seaport Global.

La BAD prévoit une croissance de 4,5 % en 2027

Selon la Banque asiatique de développement (BAD), la croissance du Laos atteindrait 4 % en 2026, puis 4,5 % en 2027, soutenue par le tourisme, les investissements industriels et les exportations d'électricité. L'inflation devrait ralentir de 8 % à 6,5 % sur cette période, tandis que la stabilisation du taux de change contribuerait à renforcer la confiance. Les pressions liées au remboursement de la dette, les chocs extérieurs et les risques climatiques continuent toutefois de fragiliser ces perspectives. (The Star/Xinhua, 27 septembre 2026).

Birmanie

Repli du secteur manufacturier en septembre

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 49,1 en septembre, après 50,3 en août, signalant une détérioration de conditions de production, pour la quatrième fois sur les cinq derniers mois. Les nouvelles commandes et la production, composantes principales de l'indice, ont eu des contributions négatives plus marquées. Selon S&P, la baisse des nouvelles commandes s'explique principalement par un affaiblissement de la demande des clients réguliers et par la hausse des prix des produits. Les contributions de l'emploi, des délais de livraison des fournisseurs et des stocks d'achats ont néanmoins été positives. Les entreprises sont restées globalement neutres quant à leurs prévisions de production pour les 12 prochains mois, certaines indiquant que leurs prévisions étaient affectées par la hausse des prix de l'électricité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.